

**AUTORISATION D'OUVERTURE D'UN DÉBIT
TEMPORAIRE DE BOISSONS A CONSOMMER SUR PLACE****LE MAIRE**

Vu les articles L. 2212-1, 2212-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux pouvoirs de police du maire ;

Vu le Code de la Santé Publique, notamment l'article L. 3334-2, L. 3342-1 et L. 3353-3 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 64-2020-05-13-003 du 13 mai 2020 réglementant la vente de boissons alcooliques et celle de tabac manufacturé dans le département des Pyrénées Atlantiques et relatif notamment aux zones protégées ;

Vu la demande en date du 02 juillet 2024 par laquelle l'enseigne "La Rumeur", domiciliée au 7 place Royale à Pau, représentée par Monsieur ARRIUDARRE Philippe sollicite l'autorisation d'ouvrir un débit de boissons temporaire à consommer sur place de 3^{ème} catégorie à l'occasion de la "fête nationale du 14 Juillet" ;

Considérant qu'il convient de délivrer un arrêté pour autoriser l'ouverture du débit temporaire de boissons ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – L'enseigne "La Rumeur" est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire à consommer sur place de 3^{ème} catégorie, sur sa terrasse en face du 7 place Royale à l'occasion de la "fête nationale du 14 Juillet".

Ce débit de boissons est tenu sous la responsabilité de Monsieur ARRIUDARRE Philippe :

- Du **Dimanche 14 Juillet 2024 - 18h00 au Lundi 15 Juillet 2024 - 01h30**.

La distribution d'alcool, à titre gratuit ou onéreux, doit cesser à 01h00.

ARTICLE 2 – La vente des boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et tous commerces ou lieux publics. La personne qui délivre la boisson exige du client qu'il établisse la preuve de sa majorité.

ARTICLE 3 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa notification au pétitionnaire.

ARTICLE 5 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire.

Pau, le 09 juillet 2024